

**Assemblée réunie  
de la Commission communautaire commune**

**Séance plénière  
du vendredi 11 mai 2001**

SOMMAIRE

	Pages
EXCUSES	162
PROPOSITION DE RESOLUTION	
— Prise en considération	162
QUESTIONS ORALES	
— De Mme Geneviève Meunier à MM. Jos Chabert et Didier Gosuin, membres du Collège réuni compétents pour la politique de Santé, concernant « la lutte contre le dopage dans la Région de Bruxelles-Capitale »	162
— De Mme Adelheid Byttebier à MM. Eric Tomas et Guy Vanhengel, membres du Collège réuni compétents pour la politique d'Aide aux Personnes, concernant « les échelles barémiques pour les services « Actes de la vie journalière » (AVJ) et les instituts médico-pédagogiques (IMP) »	164
— De M. Walter Vandenbossche à MM. Jos Chabert et Didier Gosuin, membres du Collège réuni compétents pour la politique de Santé, concernant « Pro Medicis Bruxelles »	165

**Verenigde vergadering van de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**

**Plenaire vergadering  
van vrijdag 11 mei 2001**

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	162
VOORSTEL VAN RESOLUTIE	
— Inoverwegingneming	162
MONDELINGE VRAGEN	
— Van mevrouw Geneviève Meunier aan de heren Jos Chabert en Didier Gosuin, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, betreffende « de dopingbestrijding in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »	162
— Van mevrouw Adelheid Byttebier aan de heren Eric Tomas en Guy Vanhengel, leden van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen, betreffende « de loonbarema's voor de diensten « Activiteiten in het dagelijks leven » (ADL) en de medico-pedagogische instellingen (MPI) »	164
— Van de heer Walter Vandenbossche aan de heren Jos Chabert en Didier Gosuin, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, betreffende « Pro Medicis Brussel »	165

PRESIDENCE DE **MME MARION LEMESRE**, VICE-PRESIDENTE

VOORZITTERSCHAP VAN **MEVROUW MARION LEMESRE**, ONDERVOORZITTER

— *La séance plénière est ouverte à 16 h 45.*

*De plenaire vergadering wordt geopend om 16.45 uur.*

**Mme la Présidente.** — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du vendredi 11 mai 2001.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van vrijdag 11 mei 2001 geopend.

**EXCUSES — VERONTSCHULDIGD**

**Mme la Présidente.** — Ont prié d'excuser leur absence : MM. Rudi Vervoort, Fouad Lahssaini, Mmes Amina Derbaki Sbaï, Bernadette Wynants, Sfia Bouarfa, M. Mohamed Daïf et Mme Marguerite Bastien.

Verontschuldigen zich voor hun afwezigheid : de heren Rudi Vervoort, Fouad Lahssaini, mevr. Amina Derbaki Sbaï, Bernadette Wynants, Sfia Bouarfa, de heer Mohamed Daïf en mevr. Marguerite Bastien.

**PROPOSITION DE RESOLUTION**

*Prise en considération*

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

*Inoverwegingneming*

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition de résolution (de M. Michel Lemaire) relative à « la pénurie du personnel infirmier en Région bruxelloise » (B-50/1 – 2000/2001).

Pas d'observation ? (*Non.*)

Renvoi à la commission de la Santé.

Aan de orde is de inoverwegingneming van het voorstel van resolutie (van de heer Michel Lemaire) betreffende het tekort aan verpleegkundigen in het Brussels Gewest (B-50/1 – 2000-2001).

Geen bezwaar ? (*Neen.*)

Verzonden naar de commissie voor de Gezondheid.

**QUESTIONS ORALES — MONDELINGE VRAGEN**

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle les questions orales.

Aan de orde zijn de mondelinge vragen.

**QUESTION ORALE DE MME GENEVIEVE MEUNIER AMM. JOS CHABERT ET DIDIER GOSUIN, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE DE SANTE, CONCERNANT « LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE DANS LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE »**

**MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW GENEVIEVE MEUNIER AAN DE HEREN JOS CHABERT EN DIDIER GOSUIN, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID, BETREFFENDE « DE DOPINGBESTRIJDING IN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST »**

**Mme la Présidente.** — La parole est à Mme Geneviève Meunier pour poser sa question.

**Mme Geneviève Meunier.** — Madame la Présidente, Messieurs les Membres du Collège, chers Collègues, vous n'ignorez pas que la Communauté française vient de voter un décret relatif à « la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention ».

Ce décret rendra obligatoires les examens préventifs à la compétition, pénalisera prioritairement les pourvoyeurs de produits dopants et dépenalisera les sportifs, mais leur infligera des sanctions disciplinaires.

Le décret ne sera pas directement d'application : il faut encore constituer la commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport et rédiger toute une série d'arrêtés d'application.

Ce décret s'applique aux membres de fédérations sportives francophones situées dans la Région de Bruxelles-Capitale, mais uniquement pour celles qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

Dans notre Région, la Commission communautaire commune est seule compétente pour régler la matière de l'interdiction et de la prévention du dopage à l'égard des sportifs, ainsi qu'à l'égard des fédérations sportives qui, en raison de leur organisation, ne peuvent être considérées comme étant exclusivement rattachés à l'une des communautés.

Le Conseil d'Etat a été très clair à ce sujet dans son avis rendu sur le projet de décret de la Communauté française.

Je ne comprends dès lors pas pourquoi le Collège de la Commission communautaire commune n'a, à ce jour, toujours pas déposé devant le Parlement un projet d'ordonnance similaire aux décrets des deux autres communautés et ayant les mêmes objectifs.

La Communauté flamande a légiféré il y a plusieurs années, la Communauté française vient de combler son retard par le vote de ce décret; qu'attend-on une fois de plus dans cette Région ? La question est brûlante et d'actualité notamment dans le cadre du cyclisme.

Je voudrais dès lors vous interroger sur le pourquoi de l'absence de texte à la CCC; est-ce une absence de volonté politique, de priorité, ou simplement une question de temps et de retard ?

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Didier Gosuin, membre du Collège réuni.

*(Mme Magda De Galan, Présidente, reprend place au fauteuil présidentiel.)*

*(Mevrouw Magda De Galan, Voorzitter, treedt opnieuw als voorzitter op.)*

**M. Didier Gosuin**, membre du Collège réuni compétent pour la politique de Santé. — Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, je me permettrai de répondre à cette question, même si mon collègue Chabert est féru de cyclisme. C'est dire combien le problème nous préoccupe l'un et l'autre.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les éléments de réponse suivants :

Le Conseil d'Etat a donné, le 17 mai 1999 (L.29.099/4), l'avis suivant sur l'avant-projet de décret de la Communauté française relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française :

« La Communauté française peut régler la promotion de la santé dans la pratique du sport et l'interdiction et la prévention du dopage dans la Région de langue française, ainsi que dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, mais, en ce qui concerne cette dernière, exclusivement à l'égard des institutions qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

Dans cette Région, la Commission communautaire commune est seule compétente pour régler la matière de l'interdiction et de la prévention du dopage à l'égard des sportifs, ainsi qu'à l'égard des cercles et fédérations de sportifs, qui, en raison de leur organisation, ne peuvent être considérés comme étant exclusivement rattachés à l'une des communautés. »

En raison de cette compétence la Commission communautaire commune participe depuis le 29 novembre 1995 aux travaux du Conseil de coordination en matière de pratique du sport dans le respect des impératifs de santé.

Ce conseil a été créé à l'initiative des ministres compétents pour la politique de Santé dans le cadre des accords de coopération conclus les

9 novembre 1990 et 11 décembre 1991 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone en matière de pratique de sport dans le respect des impératifs de santé.

Dans ces accords, les communautés déclarent qu'elles reconnaîtront mutuellement les médecins et laboratoires agréés et que les constats et résultats des analyses auront force juridique dans les trois communautés. Chaque communauté reconnaît en outre les sanctions en vigueur dans les autres communautés. Toutefois, ces accords de coopération n'ont encore fait l'objet d'aucun décret au sein des assemblées respectives. De plus, la Commission communautaire commune n'avait pas été associée à ces travaux à l'époque.

Afin de permettre à l'accord de coopération de s'appliquer à l'ensemble du territoire belge, la Commission communautaire commune a été invitée à participer aux réunions du conseil de coordination en vue de son adhésion à un nouvel accord de coopération à conclure. Cet accord apporte de légères modifications aux accords existants et les fusionne dans un texte coordonné.

Dans ce cadre, des accords de coopération seront également proposés pour la mise en œuvre des contrôles auprès de l'ensemble des associations et sportifs concernés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les négociations concernant l'accord précité sont en voie d'achèvement. Une fois signé, il sera soumis à la ratification de l'Assemblée réunie.

**Mme la Présidente.** — La parole est à Mme Geneviève Meunier, pour une réplique.

**Mme Geneviève Meunier.** — Madame la Présidente, je souhaiterais que le membre du Collège m'apporte quelques précisions.

Il me semble qu'il y a déjà le décret qui a été voté en Communauté française. Il en va de même pour la Flandre. Si j'ai bien compris le dossier, il faut de toute façon qu'une ordonnance soit également votée en assemblée de la Commission communautaire commune. Les accords de coopération entre les trois régions n'interviendront qu'après le vote de cette ordonnance. Elle est donc indispensable. Puis-je savoir quand elle sera déposée ?

**M. Didier Gosuin**, membre du Collège réuni compétents pour la politique de Santé. — L'ordonnance sera l'accord de coopération. Nous venons de voter des textes similaires il y a quelques instants en commission. Nous avons en effet signé un accord international dont le contenu devient notre droit.

**Mme Geneviève Meunier.** — Cela signifie dès lors que le décret de la Communauté française s'appliquera à toutes les organisations relevant de la Communauté française et qu'une ordonnance sera d'application pour la Région bruxelloise.

**M. Didier Gosuin**, membre du Collège réuni compétents pour la politique de Santé. — Cela signifie que tous les textes seront communs pour l'ensemble des régions et communautés. Dans ce cas, ils couvriront bien entendu l'ensemble des cas possibles.

**Mme Geneviève Meunier.** — Pouvez-vous nous préciser un délai : sera-ce pour l'année prochaine ou dans quelques mois ?

**M. Didier Gosuin**, membre du Collège réuni compétent pour la politique de Santé. — Comme nous travaillons avec plusieurs communautés, je ne suis pas en mesure de fixer un délai précis. Bien entendu, mon souhait est qu'une communauté n'agisse pas différemment d'une autre et qu'un texte commun soit établi pour l'ensemble des communautés. Il faut rester cohérent en cette matière. Pouvez-vous vous imaginer une course cycliste qui passe par la Wallonie et par la Flandre et qui s'arrête à Bruxelles et trois textes différents ? Avec notre bon sens bruxellois, nous devons veiller à une coordination entre les textes. Nous nous y appliquons, mon collègue « pédaleur » et moi-même.

**Mme la Présidente.** — L'incident est clos.

**MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW ADELHEID BYTTEBIER AAN DE HEREN ERIC TOMAS EN GUY VANHENGEL, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN, BETREFFENDE « DE LOONBAREMA'S VOOR DE DIENSTEN « ACTIVITEITEN IN HET DAGELIJKS LEVEN » (ADL) EN DE MEDICO-PEDAGOGISCHE INSTELLINGEN (MPI) »**

**QUESTION ORALE DE MME ADELHEID BYTTEBIER A.M.M. ERIC TOMAS ET GUY VANHENGEL, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE D'AIDE AUX PERSONNES, CONCERNANT « LES ECHELLES BAREMIQUES POUR LES SERVICES « ACTES DE LA VIE JOURNALIERE » (AVJ) ET LES INSTITUTS MEDICO-PEDAGOGIQUES (IMP) »**

**Mevrouw De Voorzitter.** — Mevrouw Adelheid Byttebier heeft het woord voor het stellen van haar vraag.

**Mevrouw Adelheid Byttebier.** — Mevrouw de Voorzitter, zou het mij vandaag dan toch lukken een mondelinge vraag te stellen aan de leden van het Verenigd College ? Op 13 april was de Brusselse Hoofdstedelijk Raad wel in vergadering bijeen, maar kon de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie formeel niet vergaderen, omdat haar vergadering niet op de agenda was aangekondigd. Die zaak werd inmiddels door het Bureau besproken en een dergelijk voorval zal zich hopelijk niet opnieuw voordoen. Op 27 april werden andere besprekingen gevoerd in de Costa. Noch de minister, noch ikzelf konden hier dus aanwezig zijn. Mijn vraag werd weerom uitgesteld.

Op het randje af kon mijn vraag ook vandaag weer niet worden gesteld omdat collegelid Vanhengel de vergadering tijdelijk heeft verlaten.

Collegelid Vanhengel, ik heet u welkom en ik ben blij dat u vandaag op mijn vraag kan antwoorden. Deze vraag kan niemand onberoerd laten. De sociale sector in Brussel krijgt heel wat aandacht in de Vlaamse Gemeenschapscommissie en in de Cocof. De bicommunautaire sociale sector wordt hier nog steeds stiefmoederlijk behandeld. In deze laatste sector wachten de mensen op hun geld.

Wij hier hebben onze vaste vergoeding. We moeten ook de verloning van de werknemers in de sociale sector die dagelijks een zware taak vervullen, ernstig nemen.

De werknemers van de diensten ADL en MPI hebben op 20, 23 en 29 maart actie gevoerd om de aandacht te vestigen op het

intersectorieel akkoord voor de periode 2000-2005, afgesloten tussen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Verenigd College van de GGC, het College van de VGC, het College van de Cocof en de vertegenwoordigers van de instellingen.

Zoals vorige zomer werd afgesproken, zou dit akkoord in werking treden op 1 januari 2001. Het akkoord voorziet in budgettaire maatregelen om de barema's van het personeel te harmoniseren en om de eindeloopbaanregeling via een progressieve werktijdvermindering aan te passen.

De begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor het jaar 2001 voorziet in een professioneel krediet van 39,1 miljoen Belgische frank voor het dekken van de kosten van dit nieuwe akkoord. Om de voordelen van het akkoord aan het personeel te kunnen toekennen en om het barema 305/1 te kunnen toepassen, ontbraken er, ik spreek over april, nog enkele handtekeningen onder de uitvoeringsbesluiten.

Een en ander heeft niet belet dat een aantal bicommunautaire diensten de akkoorden en de nieuwe barema's reeds toepasten.

Van het collegelid had ik graag vernomen waarom de uitvoeringsbesluiten nog steeds niet zijn ondertekend. Het personeel geniet voor zijn sociale opdracht slechts een bescheiden vergoeding, wij moeten hun bezorgdheid ernstig nemen. Wanneer zullen de uitvoeringsbesluiten nu eindelijk worden ondertekend ?

**De voorzitter.** — Het woord is aan de heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College.

**De heer Guy Vanhengel**, lid van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen. — Mevrouw de Voorzitter, op 23 juni 2000 werd met de sociale partners een voorakkoord met de non-profitsector 2000-2005 gesloten. Het werd vervolgens goedgekeurd door de Brusselse hoofdstedelijke regering, het College van de Commission communautaire française, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Globaal gezien gaat het om een « Brussels akkoord », dit wil zeggen intercommunautair, intersectoraal én gefinancierd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Daarbij wordt gekozen voor de loonschalen en aanvullende voordelen voorzien in het paritair comité 305.01 op 1 juli 2000. Hoewel de specificiteit van de diverse gemeenschapscommissies zal worden gerespecteerd, dient de uitvoering van het akkoord in de mate van het mogelijke te worden geharmoniseerd, meer bepaald tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Commission communautaire française.

De voornaamste elementen van het akkoord zijn :

— de omzetting van de loonschalen van de diverse paritaire comités in de loonschalen van het paritair comité 305.01 en de invoering van de loonschalen en van de aanvullende voordelen — eindejaarspremie, haard- of standplaatstoelage, premies voor onregelmatige uren en vakbondspremie — gespreid over 5 begrotingsjaren van 2001 tot 2005;

— arbeidsduurvermindering met compenserende aanwerving voor het personeel ouder dan 45 jaar, dit gespreid over drie jaar;

— de toekenning vanaf 1 januari 2001 van de werkelijke anciënniteit in de non-profitsector voor de arbeiders en het administratief en boekhoudkundig personeel in andere sectoren maar beperkt tot 10 jaar;

— de toekenning van 1 % van de loonmassa voor permanente vorming;

— de toekenning van 5 bijkomende verlofdagen.

Met uitvoering van het akkoord werd in de begroting van de GGC voor het jaar 2001, in de sector Bijstand aan Personen, een krediet ingeschreven van 39,1 miljoen Belgische frank, te verdelen over de vijf sectoren waarop het akkoord betrekking heeft, te weten de gehandicaptenzorg, de centra voor maatschappelijk werk en diensten voor justitieel welzijnswerk, de thuislozenzorg en de diensten voor gezins- en bejaardenhulp. Geen enkele van deze sectoren wordt bij de uitvoering van het akkoord bevoordeeld of benadeeld.

Dat er op het moment nog geen definitieve beslissingen zijn genomen heeft zowel te maken met de discussie over de modaliteiten van de uitvoeringen met de onderlinge afstemming tussen GGC en Cocof als met de noodzaak om het akkoord om te zetten in wet- en regelgeving.

De tweede reden is veruit de belangrijkste.

Voor de erkende en gesubsidieerde instellingen betekent zulks dat er zo lang enige onzekerheid blijft bestaan. Ik verzeker mevrouw Byttebier evenwel dat het Verenigd College alles in het werk zal stellen om het akkoord integraal uit te voeren, in alle sectoren en met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 2001.

**Mevrouw Adelheid Byttebier.** — Wanneer voorziet u dat alles rond zal zijn ?

**De heer Guy Vanhengel**, lid van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen. — Mevrouw Byttebier, de onderhandelingen terzake zijn nog volop bezig. Ik heb de zaak op de voet gevolgd en vastgesteld dat het om een zeer ingewikkelde materie gaat. Dat is te wijten aan het feit dat er diverse paritaire comités bij betrokken zijn die mekaar doorkruisen. Die moeten we nu uit mekaar halen.

Ik herinner u eraan dat het de bedoeling was om ons op dezelfde lijn te plaatsen met de federale en de Vlaamse akkoorden terzake. Indien we dat unilateraal zouden doen en ons beperken tot het paritair comité 305.01 zonder rekening te houden met specifieke voordelen die in het Brussels Gewest reeds bestonden, dan zouden wij aan ons doel voorbij schieten. Dat kost overigens ook veel meer dan was voorzien.

Voorts laat ik u opmerken dat de cijfers die ons in de zomer van vorig jaar werden bezorgd, niet schijnen te kloppen. Zo zou de Cocof de kosten nodig voor de uitvoering van het akkoord in sommige sectoren zwaar onderschat hebben.

Bij het nemen van de uitvoeringsbesluiten moeten wij er zeker van kunnen zijn dat de budgettaire marges binnen dewelke het akkoord wordt omgezet, zullen worden gerespecteerd. Als minister van begroting van het Gewest ben ik er ingevolgd de engagementen van mijn voorganger toe gehouden bepaalde sommen vrij te maken.

Ik wil echter zeker weten dat het gaat om de bedragen die nodig zijn voor de uitvoering van het akkoord. Ik stel vast dat er op dit ogenblik een tekort bestaat. Het bedrag waarin oorspronkelijk was voorzien, is ontoereikend. Ik hoop dat hiervoor in de loop van de komende weken een oplossing zal worden gevonden.

In de eerste plaats moeten wij de overlappings tussen de bepalingen van de twee paritaire comités wegwerken en voorts moeten we te weten komen welk bedrag de Franse Gemeenschapscommissie noodzakelijk acht om het akkoord uit te voeren. Zodra deze twee punten zijn opgehelderd, kan het akkoord worden uitgevoerd.

**Mevrouw de Voorzitter.** — Het woord is aan mevrouw Adelheid Byttebier.

**Mevrouw Adelheid Byttebier.** — Ik ben het ermee eens dat er geen overlappings mogen zijn. Men mag de problemen die te maken hebben met de Cocof evenwel niet aangrijpen om de uitbetalingen in de bicommunautaire sector te vertragen.

**Mevrouw de Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College.

**De heer Guy Vanhengel**, lid van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen. — Wat de bicommunautaire sector betreft, is er geen enkel probleem. Wij weten wat het akkoord zal inhouden en hoe het moet worden uitgevoerd. Wij doen het nodige om alles vlot te laten verlopen.

**Mme la Présidente.** — Hier, le Fonds wallon des handicapés est enfin arrivé à un accord rétroactif.

Je sais qu'attendre un consensus entre les commissions paritaires est très difficile. Quand les avantages s'additionnent, c'est compliqué.

#### **MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER WALTER VANDENBOSSCHE AAN DE HEREN JOS CHABERT EN DIDIER GOSUIN, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID, BETREFFENDE « PRO MEDICIS BRUSSEL »**

#### **QUESTION ORALE DE M. WALTER VANDENBOSSCHE A MM. JOS CHABERT ET DIDIER GOSUIN, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE DE SANTE, CONCERNANT « PRO MEDICIS BRUXELLES »**

**Mevrouw de Voorzitter.** — De heer Walter Vandebossche heeft het woord voor het stellen van zijn vraag.

**De heer Walter Vandebossche.** — Mevrouw de Voorzitter, het is niet helemaal duidelijk waar deze vraag eigenlijk dient te worden gesteld : hier of in de VGC. Het hangt ervan af of men het accent bij de organisatie Pro Medicis legt, dan wel bij de openbare ziekenhuizen.

Iedereen is op de hoogte van de taalproblemen in de Brusselse gezondheidszorg. De oorzaak van deze problemen ligt hoofdzakelijk bij de medische wereld. Hoewel ze hogere studies hebben gedaan, blijken vele artsen niet in staat de beide landstalen te spreken.

De Vlaamse Gemeenschapscommissie tracht hieraan tegemoet te komen, onder meer door het initiatief Pro Medicis Brussel, dat tot

doel heeft Nederlandstalige dokters naar de hoofdstad te lokken. De kleine geneeskundefaculteit aan de VUB levert te weinig artsen om aan de behoeften te voldoen. Het project wordt gesteund door de Vlaamse Gemeenschapscommissie, maar ook door de Vlaamse regering.

Graag had ik van de minister vernomen welke stappen hij overweegt om deze problemen op te lossen. Hoe kan men Vlaamse artsen overtuigen om in Brussel te komen werken? Wat hebben terreingesprekken opgeleverd waarbij spake was van uitwisseling van artsen van beide zijden van de taalgrens? Werd rekening gehouden met de vraag van « Pro Medicis » om voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een uitzondering in te stellen op de stop van erkenning van huisartsen-stagemeesters? Is dit reeds van toepassing? Welke strategieën of initiatieven werden vooropgesteld om het tekort aan paramedisch personeel weg te werken?

**Mevrouw de Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College.

**De heer Jos Chabert**, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Mevrouw de Voorzitter, het project « Pro Medicis » wordt door de Vlaamse Gemeenschapscommissie en door de Vlaamse minister van Brusselse Aangelegenheden ondersteund. Het behoort dan ook niet als dusdanig tot de bicommunautaire bevoegdheden. Toch zijn wij als leden van het Verenigd College, bevoegd voor gezondheidsbeleid, zeer begaan met het onthaal van patiënten in de Brusselse bicommunautaire ziekenhuizen. Om de kwaliteit van het onthaal waar mogelijk te verbeteren, steunt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie sinds jaren ziekenhuizen die vormingen voor het personeel organiseren inzake onthaal, taal, begrip van andere culturen enz.

Voor een correct onthaal moet het aanbod van de zorgverlening evenwichtig verdeeld zijn volgens de taalgroepen. De problemen komen dikwijls hieruit voort en moeten dus ook aan de aanbodzijde worden opgelost. Dit is ook de invalshoek van het project « Pro Medicis ».

Het probleem werd intussen op de agenda van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid geplaatst, waar regelmatig een werkgroep « Taalproblematiek in de Brusselse ziekenhuizen » samenkomt. Het is de bedoeling dat op de eerstkomende conferentie een aantal voorstellen worden goedgekeurd. Dit geldt met name voor het voorstel om in overleg met de gemeenschapsministers, bevoegd voor Onderwijs, de uitwisseling van studenten tijdens hun studie geneeskunde of verpleegkunde te promoten. Tevens wordt voorgesteld dat de medische urgentiediensten en de diensten-100 hulp bieden in de taal van de hulpvrager, Nederlands of Frans, zonder dat dit de twee-

taligheid van het personeel veronderstelt. Indien de dienst buiten Brussel uitrukt, moet minstens één persoon de taal machtig zijn van de regio.

De conferentie gaat er tevens van uit dat deze taalproblematiek op dit ogenblik niet los kan worden gezien van het personeelstekort voor bepaalde paramedische beroepen. Vooral aan verpleegkundig personeel is er een tekort, dat uiteraard nijpender is in Brussel dan in de andere gewesten. Hierdoor komt niet alleen het aanbod van Nederlandstalige, maar ook van Franstalige verpleegkundigen in het gedrang. Om het imago van het beroep van verpleegkundige te verbeteren hebben we een campagne gevoerd die vooral op jongeren was gericht. Ze beoogde zowel het aantal inschrijvingen in de Brusselse verpleegsterscholen te verhogen als de aantrekkelijkheid van Brussel als werk- en leefomgeving te promoten.

We zullen in de Interministeriële Conferentie voorstellen het tekort aan verpleegkundigen op de agenda te plaatsen. Als Brusselse ministers hebben wij als eersten geprobeerd dit tekort in Brussel weg te werken, maar de bevoegdheden om de studie en het beroep aantrekkelijker te maken — ik denk hierbij aan loons- en arbeidsvoorwaarden en de opleiding — liggen bij andere ministers. We moeten dan ook op basis van gezamenlijk overleg, en eenieder vanuit zijn eigen bevoegdheden, anticiperen op deze situatie die ernstig kan worden en de toekomst van onze verzorgingsstaat aangaat.

De andere vragen van de heer Vandenbossche, die eerder betrekking hebben op de vooruitgang van de werkzaamheden in het project « Pro Medicis » horen eerder in de Vlaamse Gemeenschapscommissie thuis. Van de promotoren van het onderzoek hebben we alvast gehoord dat minister Aelvoet voor Brussel een uitzondering maakt op de stop van de erkenning van huisartsen-stagemeesters.

**Mevrouw de Voorzitter.** — Het incident is gesloten.

**Mme la Présidente.** — La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is gesloten.

— Prochaine séance plénière sur convocation de la Présidente.

Volgende plenaire vergadering op bijeenroeping van de Voorzitter.

*La séance plénière est levée à 17 h 15.*

*De plenaire vergadering wordt om 17.15 uur gesloten.*



